



## À Lyon, l'extrême droite intimide les jeunes migrants à la rue

*Une centaine de jeunes migrants campent dans le square Perrin, à deux pas de la Métropole de Lyon, faute de solution d'hébergement. Depuis, ils subissent des pressions de l'extrême droite, et en redoutent de nouvelles. Ils ont reçu la visite des sympathisants d'Éric Zemmour mais aussi des identitaires lyonnais, au lendemain de l'attaque au couteau d'Annecy. Reportage.*

L'AUTEUR



**Oriane Mollaret**

[Plus d'articles](#)

Koné Alfonso dit avoir 16 ans et quelques mois. Originaire de Côte-d'Ivoire, il est arrivé à Lyon le 11 avril, après un passage par le Mali puis [les « campos » italiens](#).

« J'étais maltraité au pays, j'avais besoin de soins, explique-t-il en exhibant de nombreuses cicatrices et un œil opaque. Quand nous avons déménagé au Mali, mon père a été enlevé et ma mère maltraitée. Je voulais partir. »

À Lyon, Koné Alfonso a suivi le parcours classique des jeunes en situation de migration : deux mois à l'hôtel Akena, à attendre la décisive évaluation de minorité effectuée par l'association Forum Réfugiés pour le compte de la Métropole de Lyon. Comme beaucoup d'entre eux, Koné Alfonso a vu sa minorité remise en question.

L'étape suivante consiste à faire un recours auprès du juge des enfants, qui finit en général par reconnaître la minorité des jeunes qui s'engagent dans ces démarches. Permettant ainsi leur prise en charge par la Métropole de Lyon, au titre de sa compétence en matière de protection de l'enfance. « On nous a dit que ça pouvait prendre jusqu'à neuf mois maximum », précise Koné Alfonso, résigné.

*Lire aussi sur Rue89Lyon*

[Le long parcours des mineurs étrangers non-accompagnés à Lyon](#)



Camara, Ousmane, Koné Alfonso et Ibrahima Sory, ont vu leur minorité retoquée par la Métropole de Lyon. Ils ont entamé les démarches pour contester cette décision auprès du juge des enfants. ©OM/Rue89Lyon

En attendant, il dort sous une toile de tente dans le square Perrin, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Lyon. Pile en face de l'Hôtel de Métropole. Ce campement improvisé installé par le collectif soutien migrants Croix-Rousse avait initialement été dressé devant la Métropole de Lyon, le 26 mars. Les occupants en ont été délogés le soir même par les CRS. Faute de proposition de relogement, les tentes ont aussitôt été remontées dans le square Perrin, qui accueillait au départ 50 jeunes. Ils sont aujourd'hui le double.

## **Des intimidations de l'extrême droite après l'attaque au couteau d'Annecy**

Ibrahima Sory, 16 ans, a suivi un parcours similaire à celui de Koné Alfonso, mais depuis la Guinée-Conakry. Il n'a toujours pas osé dire à ses parents qu'il dormait sous une tente.

« On n'est pas en sécurité ici, lâche-t-il en balayant le square du regard. Il y a des alcooliques qui viennent se battre à côté de nous. Et maintenant la pancarte. »

Le 8 juin, l'attaque au couteau d'Annecy, qui a fait six blessés dont quatre enfants en bas âge, a fait monter la tension d'un cran. Le fait que l'assaillant, interpellé et mis en examen, soit de nationalité syrienne n'a pas manqué de faire réagir l'extrême droite. Le lendemain de l'attaque, les jeunes migrants se sont réveillés derrière une pancarte imitant celles de la Ville, fraîchement placardée à l'entrée du square Perrin.

Sur fond bleu, c'est un message raciste et xénophobe qui leur est indirectement adressé : « Parc fermé. En raison de la présence de migrants et de la récente attaque au couteau à Annecy par un migrant syrien, ce parc est fermé jusqu'à nouvel ordre. » Sous le texte, le slogan « Chassons les clandestins ! » est floqué du logo des Remparts, [un groupuscule d'extrême droite lyonnais](#).



La pancarte raciste que le groupuscule d'extrême droite Les Remparts a accroché le 9 juin aux grilles du square Perrin, qui abrite une centaine de jeunes migrants. DR

Une poignée de jeunes racontent avoir vu « un groupe de six ou sept hommes, en mode commando » accrocher ladite pancarte et condamner une entrée du parc à l'aide de rubalise. Les adolescents se sont aussitôt empressés d'arracher la pancarte. Seuls quelques morceaux de rubalise pendouillent encore à la grille du square.

« Les jeunes ont bien compris de quoi il s'agissait quand ils ont vu les pancartes, raconte Sébastien, membre du collectif soutien migrants Croix-Rousse depuis sa création. Mis à part ça, aujourd'hui les relations sont bonnes avec les riverains. »

Sur les réseaux sociaux, plusieurs élu·es ont dénoncé l'action des Remparts. Le 9 juin, la préfecture a fait un signalement au procureur de la République. Contactés, les Remparts n'ont pas encore répondu à nos questions.

## **À Lyon, la crainte d'une situation similaire à celle de Paris pour les jeunes migrants**

Cette opération du groupuscule d'extrême droite fait écho à la situation parisienne. Dans la capitale, une école désaffectée du cosu 16e arrondissement sert de refuge depuis le 4 avril à plus de 400 jeunes migrants accompagnés par l'association Utopia 56. Le 16 mai, [des militants d'extrême droite issus de la mouvance identitaire ont manifesté devant l'école](#) au son de « rentrez chez vous ». Une enquête a été ouverte.

À Lyon, la crainte d'une nouvelle visite de l'extrême droite dans le square plane toujours. Les jeunes se repassent la scène, qu'ils ont filmée. Ibrahim Sory relit lentement la pancarte, martelant chaque mot.

« On a tellement peur, confie-t-il. Les tentes, la pancarte... Je ne m'attendais pas à ça dans un pays comme la France, pays des droits de l'Homme. »



Au 15 juin, une centaine de jeunes migrants campaient dans le square Perrin, dans le 3e arrondissement de Lyon.  
©OM/Rue89Lyon

## **Des parents d'élèves sympathisants de Zemmour vent debout contre le campement**

Le groupuscule d'extrême droite n'est pas le seul à avoir tenté d'intimider le campement. Certains parents d'élèves de l'école du Saint-Sacrement, un établissement catholique privé sous contrat situé à quelques mètres, ont manifesté leur volonté de voir le camp évacué peu après son installation. Ils font partie du [réseau « Parents vigilants »](#) lancé par Reconquête, le parti d'Éric Zemmour, et se sont donnés pour mission, d'après leur site web, de protéger leurs enfants contre « la propagande à l'école ».

En tête de file, on retrouve Agnès Marion, ex-RN, candidate Reconquête dans la 10e circonscription du Rhône et actuelle porte-parole du parti en Auvergne-Rhône-Alpes. Sur une vidéo publiée le 30 mai sur Twitter, Aurélien Guyot, le référent régional de Génération Z, affirme avoir été sollicité par des parents d'élèves au sujet du campement et s'y être rendu avec Olivier Roche, référent Parents vigilants.

Sur la vidéo, on voit en effet les jeunes du campements, filmés à distance à leur insu dans leur quotidien. Les deux hommes affirment que les élèves de l'école doivent passer leurs récréés et leurs cours de sport dans un square confronté à des problèmes d'alcool, de drogue et d'insécurité. Amalgamant au passage les jeunes migrants qui y campent à de dangereux délinquants et terroristes.

Les membres du collectif soutiens-migrants affirment ne pas avoir échangé avec ces parents, qui sont restés aux abords du campement.

## **Aucune prise en charge des jeunes migrants prévue**

Dans ce contexte tendu, les jeunes du campement se projettent tant bien que mal dans l'avenir. Ibrahima Sory se voit déjà menuisier, tandis que Koné Alfonso envisage une carrière dans le BTP. Mais pour le moment, ils passent leur journée à attendre, dans le square Perrin, entre les séances d'aides aux devoirs et les entrevues avec les avocats pour faire avancer leurs dossiers.

« Le collectif continue à faire l'intendance, mais la maire du 3<sup>e</sup> arrondissement a reçu les jeunes, explique Sébastien. Elle a aussi installé des poubelles et des toilettes. On a eu la visite de Sylvie Tomic [adjointe au Maire de Lyon, en charge de l'accueil, de l'hospitalité et du tourisme] et les jeunes ont été longuement reçus par Antoine Dulin, Renaud Payre et Lucie Vacher [conseiller solidarités et logement du cabinet du président de la Métropole de Lyon et vice-président·es en charge respectivement du logement et de l'enfance, ndlr]. »

### ***Lire aussi sur Rue89Lyon***

[\*Un an avec les jeunes migrants de la Croix-Rousse à Lyon\*](#)

[\*Un audit pointe les failles de l'évaluation des mineurs étrangers par la Métropole de Lyon\*](#)

Toutes ces entrevues n'ont cependant débouché sur aucune proposition concrète de prise en charge. La Ville de Lyon, [qui a mis à l'abri une centaine de jeunes migrants ces derniers mois](#) en leur ouvrant ses gymnases, ne semble plus vouloir outrepasser davantage ses compétences.

Le 15 juin, au terme d'une manifestation entre l'Hôtel de Métropole et la préfecture, une délégation a été reçue par les services de l'État. Aucune mise à l'abri n'a été proposée aux jeunes pour le moment.

Quant à la Métropole de Lyon, « ils nous disent toujours qu'ils n'ont pas de moyens pour nous », s'indigne Ibrahima Sory. « On souffre ici, même si on a sommeil on n'arrive pas à dormir dans les tentes qui restent en plein soleil », abonde Camara, 16 ans et également originaire de Guinée-Conakry. Alors, deux fois par semaine, les jeunes organisent une déambulation autour de l'Hôtel de Métropole. Contactée par Rue89Lyon, la Métropole de Lyon n'a pas encore répondu à nos questions.

Chaque semaine, une dizaine de jeunes fraîchement arrivés à Lyon viennent grossir le nombre de tentes dans le square Perrin. À un jet de pierre de là, deux squats sont menacés d'expulsion. Celui de la rue Henri Gorjus (Lyon 4<sup>e</sup>), un bâtiment de la Ville de Lyon ouvert en novembre 2022 pour y héberger une quarantaine de jeunes, attend la décision du tribunal qui doit tomber le 30 juin. Rue Neyret (Lyon 1<sup>er</sup>), un autre, propriété de la Fondation de La Salle, abrite une vingtaine d'adolescents depuis début mars. Son audience aura lieu le 8 septembre. L'expulsion de ces deux squats impliquerait la remise à la rue d'une soixantaine d'adolescents. À ce moment-là, même le square Perrin aura du mal à les accueillir.